

21 Etranger

Côte d'Ivoire/Diplomatie

L'UE s'alarme de la situation politique et sociale dans le pays

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

Des inquiétudes qui apparaissent dans un rapport confidentiel rédigé par les ambassadeurs en poste à Abidjan. Pas vraiment de bon augure à deux ans de la présidentielle.

DERIVE autoritaire du pouvoir, corruption, flagrantes inégalités sociales : dans un rapport confidentiel dont l'AFP a eu connaissance hier, l'Union européenne (UE) s'alarme de la situation politique et sociale de la Côte d'Ivoire avant la prochaine élection présidentielle de 2020.

"La Côte d'Ivoire affiche l'image rassurante d'une stabilité retrouvée, portée par des taux de croissance élevés" (8% par an en moyenne depuis 2011, nldr), mais "les indicateurs sociaux stagnent (taux de pauvreté à 46% en 2015)" et "la population s'interroge de plus en plus ouvertement sur cette croissance qui ne lui semble pas ou peu bénéfique", écrivent les ambassadeurs de l'UE dans ce rapport commun rédigé début juillet et qui ne devait pas être publié, selon une source de l'UE.

La population ivoirienne "tolère d'autant moins les



Photo : AFP

Le pouvoir incarné par le président Alassane Ouattara est suspecté par les chefs de mission de l'Union européenne de dérive autoritaire.

largesses financières dont bénéficient les cercles du pouvoir", « une "classe dirigeante" dont l'enrichissement ces dernières années est parfois spectaculaire », selon le rapport.

L'UE pointe "les failles politiques importantes de la reconstruction" après la décennie de crise politico-militaire qui a divisé le pays dans les années 2000, et "les fragilités non résolues d'un pays peut-être moins solide et démocratique

que sa bonne image pourrait le laisser penser".

"Face à ces difficultés, les autorités se montrent hermétiques aux critiques internes et externes, et semblent désireuses de ne laisser aucun lieu de pouvoir leur échapper", selon le texte.

"La confrontation entre un pouvoir qui restreint progressivement les espaces d'expression, et une contestation sociale grandissante, n'augurerait rien de bon

pour l'échéance de 2020", s'inquiète l'UE.

Sur le plan politique, la création d'un "parti unifié" voulue par le président Alassane Ouattara, "annoncé comme la solution à l'instabilité passée (...) a été dès le début compris par tous comme une manière pour la coalition au pouvoir de s'assurer une réélection systématique, en reléguant les éventuels mouvements d'opposition à la périphérie du jeu politique".

Les chefs de mission de l'UE estiment encore que "la relation de l'Union européenne avec la Côte d'Ivoire est affectée par le manque de dialogue politique", une "situation (qui) n'est pas compatible avec la relation forte entre l'Europe et la Côte d'Ivoire, dont témoigne notamment le haut niveau de soutien politique et financier apporté par l'Union européenne".

"Au vu de ce constat, les Chefs de Mission de l'UE incitent (...) à une réflexion sur le soutien de l'UE à la Côte d'Ivoire", conclut le rapport.

L'aide de l'UE à la Côte d'Ivoire se monte à 273 millions d'euros (178,8 milliards de francs) pour la période 2014-2020, à quoi s'ajoutent les aides bilatérales, notamment de la France et de l'Allemagne.

RDCongo/Présidentielle du 23 décembre

L'opposant Bemba annonce avoir fait acte de candidature

AFP
Kinshasa/RDCongo

Il affirme que le dossier déposé hier auprès de la Céni est en règle.

L'OPPOSANT congolais Jean-Pierre Bemba a annoncé hier à Kinshasa avoir fait acte de candidature à la présidentielle du 23 décembre, au lendemain de son retour en République démocratique du Congo, après dix ans passés dans les prisons de la CPI.

"Je viens vous confirmer que j'ai eu effectivement la carte d'électeur, et j'ai déposé tous les dossiers" de candidature à la présidentielle "au niveau de la commission électorale indépendante" (Céni), a déclaré M. Bemba à la sortie d'une longue audience au siège de cette institution. "Maintenant il appartient à la Céni de traiter toutes les candidatures. A mon niveau, j'ai déposé tout le dossier, il est en règle", a-t-il affirmé. Accompagné de son épouse



Photo : AFP/L'Union

et des cadres de son parti (Mouvement de libération du Congo, MLC), M. Bemba (55 ans) a été accueilli par le président de la Céni Corneille Nangaa avant de se soumettre à la procédure pendant plus de 4 heures. Interrogé sur l'utilisation de la machine à voter (une sorte d'imprimante des bulletins dans les bureau de vote) dénoncée par l'opposition qui la qualifie de "machine à tri-

cher", M. Bemba a dit : "Je ne vais pas jeter de l'huile sur le feu".

Pour la présidentielle du 23 décembre censée organiser la succession du président Joseph Kabila, "l'objectif est d'obtenir des élections tant transparentes que crédibles", a encore dit M. Bemba.

M. Bemba vient de passer dix ans dans les prisons de la Cour pénale internationale (CPI). Condamné en juin

2016 à une peine de 18 ans pour des exactions de sa milice en Centrafrique en 2002-2003, il a été acquitté en juin dernier.

Le deuxième et dernier mandat de M. Kabila (47 ans) a expiré depuis le 20 décembre 2016. La constitution lui interdit de se représenter, mais le chef de l'État n'a pas encore désigné son dauphin. La date limite de dépôt des candidatures est le 8 août.

Qui Sortir...
Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL

25.000 FCFA par personne

Tous les dimanches à partir de 12H

RÉSERVATIONS:
05 40 77 17 / 05 65 24 17

Election Miss CASINO CROISETTE 5ème Edition

Elles seront 6 à se partager **3 Millions**

LA FINALE JEUDI 9 AOÛT
à partir de 21h30

Qui sera la Miss ?
C'est le public qui décide !

VERY BY FAMILLE CASTEL PHARMASHOP DES FORESTIERS airtel

publi.com Tél : 04 10 03 91 07 17 34 20